

SÉRIE DE DOCUMENTS D'ORIENTATION POST-MALABO

N°1, Mai 2024

Orientations thématiques pour éclairer les dialogues entre les parties prenantes au processus d'élaboration de l'Agenda post-Malabo

Augustin Wambo Yamdjeu et Hamady Diop



Orientations thématiques pour éclairer les dialogues entre les parties prenantes au processus d'élaboration de l'Agenda post-Malabo

N°1, Mai 2024

De Augustin Wambo Yamdjeu* et Hamady Diop**

Référence à citer : Wambo Yamdjeu, A., et H. Diop. 2024. Orientations thématiques pour éclairer les dialogues entre les parties prenantes au processus d'élaboration de l'Agenda Post-Malabo. Série de documents d'orientation post-Malabo, N°1. Kigali : AKADEMIYA2063. <https://doi.org/10.54067/postmalaboissuepapers.01/FR>

*Directeur, Département des systèmes de connaissance, AKADEMIYA2063

**Coordonnateur du processus post-Malabo du PDDAA

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION.....	5
2. PRINCIPALES QUESTIONS STRUCTURANTES DU PROCESSUS D'ÉLABORATION DU PROGRAMME DE L'APRÈS-MALABO.....	7
2.1. Principes et valeurs du Programme PDDAA (de la notion étroite d'une croissance axée sur l'agriculture aux systèmes agroalimentaires).....	7
2.2. Améliorer le financement de l'investissement dans l'agriculture.....	8
2.3. Sécurité alimentaire, nutrition, santé et sécurité sanitaire des aliments/SPS.....	9
2.4. Technologies émergentes, biotechnologie, Intelligence artificielle et croissance de la productivité.....	10
2.5. Reduire de moitié la pauvreté grâce à une croissance agricole inclusive.....	11
2.6. Stimuler le commerce agroalimentaire intra-africain.....	12
2.7. Renforcer la résilience des moyens de subsistance et des systèmes de production face aux chocs (sanitaires, économiques, climatiques, etc.).....	13
2.8. Atténuation des changements climatiques et adaptation des systèmes agroalimentaires.....	14
2.9. Inclusion et égalité dans les systèmes agroalimentaires.....	15
2.10. Capacités de mise en œuvre et de coordination (mécanismes d'exécution).....	16
2.11. Communication et plaidoyer.....	17
2.12. Gestion des données et responsabilisation mutuelle dans le cadre de la Revue Biennale du PDDAA.....	18
3. CONCLUSION.....	19
4. LISTE DES RÉFÉRENCES.....	20



Resumé

Le présent document, décrivant les questions émergentes importantes, vise à orienter les dialogues régionaux avec les parties prenantes sous la direction des communautés économiques régionales (CER). Il s'efforce de fournir un aperçu complet des sujets cruciaux, afin de susciter des discussions constructives et de favoriser la collaboration entre les parties prenantes.

Les questions émergentes identifiées sont stratégiquement conçues pour offrir des orientations thématiques et enrichir le processus de dialogue. En assurant la participation et le leadership centraux des CER et des autres parties prenantes du PDDAA, le document cherche à favoriser un engagement significatif et à catalyser les progrès vers les objectifs poursuivis collectivement.

Douze questions clés ont été résumées dans un format concis. Ces sujets pourraient être discutés lorsque les acteurs du PDDAA se réuniront aux niveaux régional et continental pour réfléchir aux deux dernières décennies de mise en œuvre du PDDAA. L'objectif est d'identifier ce qui devrait constituer la base d'une nouvelle stratégie de transformation des systèmes agroalimentaires en Afrique à partir de 2025.

Cet examen rapide montre clairement que, bien que confrontée à des risques sérieux et davantage aggravés attribuables à différentes sources, l'Afrique dispose d'un vaste réservoir inexploité de solutions à ses défis. Grâce aux progrès scientifiques, ces défis et solutions sont mieux analysés et compris aujourd'hui qu'il y a dix ans.

Les orientations thématiques fournies dans ce document visent à fournir un contexte, à encadrer les discussions thématiques et, plus encore, enrichir ce qui devrait être une série de dialogues très engageants entre les parties prenantes du PDDAA pour chaque thème, dans lequel des questions clés de politique et de stratégie sont à l'ordre du jour.

1. INTRODUCTION

En juin 2023, une réunion avec les parties prenantes et les partenaires du PDDAA (AUC 2023)¹, dirigée par l'Union africaine, a identifié six domaines prioritaires en réponse aux questions d'orientation. Ceux-ci incluaient les éléments suivants : (i) redéveloppement et reformulation des plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) et des plans régionaux d'investissement agricole (PRIA) ; (ii) renforcement de la mise en œuvre des 4e et 5e cycles de revue biennale (RB) ; (iii) renforcement de la responsabilisation mutuelle aux niveaux national et régional par le biais des mécanismes de revues sectorielles conjointes (RSC) ; (iv) renforcement des partenariats, du plaidoyer, de la communication et de la mobilisation des ressources à l'appui de la mise en œuvre du PDDAA ; (v) élaboration de l'Agenda post-Malabo (processus et contenu) ; (vi) gestion des connaissances et apprentissage : documenter les leçons et les meilleures pratiques. La réunion a également consacré du temps à l'examen des questions d'apprentissage, d'analyse et de recherche possibles qui éclaireront l'Agenda post-Malabo.

À partir de septembre 2023, AKADEMIYA2063 a commencé à agir sur le cinquième domaine prioritaire « Façonner l'Agenda post-Malabo » et, s'inspirant largement du rapport ci-dessus, a entrepris un examen approfondi des domaines d'engagement contenus dans l'actuelle Déclaration de Malabo, ce qui a permis d'évaluer ces domaines d'engagement en termes de pertinence, de faiblesses et de forces. Cet exercice a également exploré les opportunités de combler les lacunes, d'éliminer les redondances et d'élargir l'agenda, le cas échéant, pour relever les défis et atteindre les ambitions des dix prochaines années du programme PDDAA.

L'exercice a tenu compte de la nécessité de s'appuyer sur les principales leçons des deux dernières décennies de mise en œuvre du PDDAA, afin de s'assurer que les ajustements proposés s'appuient sur des preuves issues des quatre cycles de revue biennale, y compris les défis rencontrés dans le calcul des indicateurs proposés, leur pertinence, leur nombre, ainsi que les opportunités de les rediriger.

Par la suite, une feuille de route² a été développée avec des recommandations sur la manière d'étendre les engagements de Malabo pour mieux s'aligner sur les exigences d'une transformation réussie des systèmes agroalimentaires dans le contexte actuel.

Bon nombre des engagements énoncés dans la Déclaration de Malabo expriment des valeurs ou des objectifs cruciaux qui devraient être maintenus dans l'Agenda post-Malabo.



¹ CUA. 2023. « Réunion de coordination du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) CUA-AUDA-CERs-TP-DP » (Réunion, Casablanca, Maroc, 5-6 juillet 2023).

² CUA et AUDA-NEPAD. 2023. Plan 2023 pour le développement du programme d'action post-Malabo sur le PDDAA : propulser la croissance agricole et la transformation des systèmes agroalimentaires de l'Afrique pour stimuler la transformation économique, la souveraineté alimentaire et la résilience. Addis-Abeba.

Par exemple, des principes tels que la croissance tirée par l'agriculture, la coopération régionale, les partenariats multipartites, la planification basée sur des données probantes, le dialogue, la revue et la responsabilisation mutuelle - comme indiqué dans les premier et septième engagements de Malabo - resteront essentiels pour le succès futur et devraient être préservés. De même, les objectifs originaux du PDDAA visant à atteindre une part de 10 % des dépenses agricoles et un taux de croissance agricole de 6 % restent des objectifs importants à poursuivre dans le programme post-Malabo. Cependant, de nouvelles cibles basées sur des données empiriques et de nouveaux domaines d'intérêt devraient être introduites pour mieux répondre au contexte actuel des systèmes agroalimentaires du continent et à l'évolution de la compréhension des moteurs de la transformation desdits systèmes. Des recommandations spécifiques pour élargir la portée des engagements 3, 4, 5 et 6 de la Déclaration de Malabo devraient être discutées lors des dialogues avec les parties prenantes. Pour y parvenir, les parties prenantes impliquées dans les dialogues et les engagements régionaux doivent examiner minutieusement les domaines d'engagement actuels, identifiant ceux qui restent pertinents tout en repérant les domaines à améliorer, ainsi que les lacunes potentielles à combler. En outre, les éléments obsolètes devraient être identifiés et supprimés afin de rationaliser les efforts et de maximiser l'impact. Il est crucial de comprendre les défis et les opportunités inhérents à cet idéal poursuivi afin de formuler des objectifs tout aussi ambitieux que réalisables pour l'Union africaine (UA) et ses États membres (EM) au cours de la prochaine décennie de l'Agenda du PDDAA dans ce domaine.

Dès le début, des efforts ont été déployés pour définir les modalités de mobilisation de l'expertise technique afin d'aider à fournir les données, l'analyse et les preuves qui sous-tendront un programme PDDAA post-Malabo solide. Ces efforts se sont appuyés sur un modèle opérationnel composé de deux axes de travail : i) un axe « Engagement et dialogue entre parties prenantes », et ii) un axe « Données et analyses », les deux travaillant de concert pour aboutir à un seul produit : Nouvelle Stratégie et Plan d'action pour la transformation des systèmes agroalimentaires en Afrique.

L'axe de travail « **Données et analyses** » est subdivisé en 13 groupes de travail techniques (GTT). Il est facilité par AKADEMIYA2063 en tant que partenaire technique, qui apporte une assistance technique aux GTT. Les GTT sont composés de centres d'expertise africains renommés, d'institutions de recherche, du monde universitaire, d'agences de développement technique, ainsi que de partenaires internationaux. Leur rôle principal sera (i) d'examiner en détail chacun des domaines d'engagement de la Déclaration de Malabo afin d'évaluer les changements et les expansions nécessaires, (ii) d'identifier les questions thématiques ainsi que les défis émergents, (iii) d'identifier les opportunités pour approfondir et renforcer ces domaines tout en relevant les défis, (iv) de proposer des ambitions pour les 10 prochaines années et (v) d'identifier des indicateurs et des cibles potentiels pour mesurer les progrès (veuillez vous référer aux TDR et aux autres documents joints).

L'axe de travail « Engagement et dialogue entre parties prenantes », soutenu par PolicyLink, englobera une série de dialogues menés par les CER avec leurs États membres. Cette initiative accueillera également la soumission de mémoranda indépendants de diverses parties prenantes et facilitera des consultations thématiques supplémentaires. Cette approche globale vise à garantir un processus solide et inclusif qui reflète véritablement la voix et les perspectives collectives de toutes les parties impliquées.

Ce document se veut un outil d'orientation décrivant les principales questions émergentes, dans le but de guider les engagements et les dialogues régionaux des parties prenantes menés par les CER.

Il s'efforce de fournir un aperçu approfondi des sujets cruciaux afin de susciter des discussions constructives et de favoriser la collaboration entre les parties prenantes.

Les questions émergentes identifiées sont stratégiquement conçues pour offrir des orientations thématiques et enrichir le processus de dialogue avec des discussions structurées. En assurant l'implication centrale des CER et des autres parties prenantes du PDDAA, le document cherche à favoriser un engagement significatif et à catalyser les progrès vers des objectifs poursuivis collectivement.

2. PRINCIPALES QUESTIONS STRUCTURANTES DU PROCESSUS D'ÉLABORATION DU PROGRAMME DE L'APRÈS-MALABO

La formulation d'un Agenda pour la prochaine décennie du PDDAA et pour le progrès agricole en Afrique nécessite de s'appuyer sur un apprentissage adaptatif tiré de deux décennies d'expérience de mise en œuvre (CUA 2021a)³. Il est impératif de faire la distinction entre les défis à court terme et les obstacles structurels à long terme.

Parmi la myriade de moteurs de la transformation des systèmes agroalimentaires, il est crucial d'identifier ceux qui ont été essentiels dans le contexte africain et ceux qui restent sous-utilisés. Cet examen se concentre principalement sur des technologies telles que l'irrigation, la technologie transgénique, l'utilisation d'espèces indigènes, les innovations politiques, l'agriculture intelligente face au climat et la numérisation de l'agriculture.

2.1. Principes et valeurs du Programme PDDAA (de la notion étroite d'une croissance axée sur l'agriculture aux systèmes agroalimentaires)

Le PDDAA doit adapter son approche pour répondre aux besoins spécifiques des États membres tout en s'alignant sur leurs priorités (CUA 2021a). Les principales menaces aux systèmes alimentaires africains comprennent les conflits (par exemple la guerre Russie-Ukraine, les conflits civils en Afrique), les ravageurs et les maladies (par exemple la chenille légionnaire d'automne, les criquets pèlerins, la COVID-19, la peste des petits ruminants) et le changement climatique (manifesté par des sécheresses et des inondations extrêmes).

Les principaux moteurs de la transformation comprennent une reprise économique soutenue, l'émergence d'agriculteurs de taille moyenne et grande, l'urbanisation, la mondialisation, la croissance du secteur de la transformation des produits de base et la demande croissante en aliments d'origine animale.

Pour respecter le premier engagement de la Déclaration de Malabo dans le programme post-Malabo, un changement stratégique vers une transformation des systèmes agroalimentaires est proposé. Cela implique de clarifier les processus et les approches pour s'aligner sur le programme post-Malabo.

Il est essentiel d'élargir les sept engagements du PDDAA de manière à inclure les secteurs connexes comme l'eau et le réseau énergétique, ainsi que les autres infrastructures nécessaires le long des chaînes de valeur, afin de parvenir à un développement durable.

³ CUA. 2021a. *Position africaine commune sur les systèmes alimentaires*. Addis-Abeba : Union africaine.

Incorporer ces secteurs favorisera les synergies et une approche holistique, assurant une utilisation efficace des ressources et traitant les interdépendances.

Au-delà d’embrasser le paradigme de la croissance économique axée sur l’agriculture, le PDDAA doit se concentrer sur les résultats souhaités et considérer le rôle de l’ensemble du système agroalimentaire pour les atteindre.

Quelques questions de politique et orientations stratégiques à prendre en compte et à discuter lors du dialogue entre les parties prenantes :

- i) Comment passons-nous de la notion plutôt étroite de la transformation de l’agriculture à l’adoption d’un paradigme de systèmes agroalimentaires face au changement climatique ?
- ii) Quel est l’avenir de l’agriculture paysanne ? La petite agriculture sera-t-elle encore la base du développement agricole en Afrique dans le proche futur ?
- iii) Au-delà de la croissance et de la transformation économiques axées sur l’agriculture, comment intégrons-nous les systèmes agroalimentaires dans le programme PDDAA post-Malabo ?

2.2. Améliorer le financement de l’investissement dans l’agriculture

Le financement peut agir comme un puissant catalyseur pour propulser le PDDAA vers un changement transformateur. Bien que le PDDAA ait réussi à mobiliser des ressources importantes des donateurs pour le développement africain, il convient à présent de réaliser examen approfondi des domaines d’engagement actuels. Cet examen devrait évaluer ce qui reste pertinent, identifier les domaines d’amélioration pour combler les lacunes existantes et repérer les éléments qui ne sont plus efficaces. Une compréhension des nouveaux défis et des opportunités permettra de s’assurer que l’UA et ses États membres sont bien équipés pour fixer des objectifs ambitieux pour la prochaine décennie du PDDAA. Pour ce faire, il est essentiel de définir des indicateurs clés permettant de suivre et de mesurer ces aspirations, et d’établir des méthodes de suivi de l’investissement du secteur privé dans l’agriculture.

De plus, évaluer et dresser le profil des initiatives de financement des investissements existants dans l’espace des systèmes agroalimentaires peut ouvrir la voie à un meilleur alignement avec l’Agenda post-Malabo. Il est primordial de prioriser l’inclusion du secteur privé et de favoriser des processus de planification participatifs, en reconnaissant le rôle indispensable de toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre du PDDAA et du programme post-Malabo. Il est également essentiel d’encourager les investissements dans l’agriculture et d’attirer la participation du secteur privé en mettant l’accent sur la mobilisation des ressources internes afin d’améliorer l’efficacité des initiatives et d’assurer leur viabilité à long terme. La prévisibilité des politiques dans le cadre des engagements du PDDAA peut en outre inciter davantage le secteur privé à simplifier, tandis que les partenariats facilitant la formation de capitaux privés, comme les partenariats public-privé (PPP) et le cadre de partenariat pays pour l’agribusiness (CAP-F), méritent une attention particulière. Enfin, il convient de souligner le rôle crucial de l’investissement du secteur privé et de démontrer comment le PDDAA peut mobiliser ces ressources pour soutenir l’engagement du secteur privé afin de transformer l’agriculture et les systèmes agroalimentaires en Afrique.

Quelques questions de politique et orientations stratégiques à prendre en compte et à discuter lors du dialogue entre les parties prenantes :

- i) Quels domaines d'investissement au sein du secteur sont essentiels pour stimuler la transformation des systèmes agroalimentaires après 2025 ?
- ii) Quels mécanismes efficaces peuvent être mis en place pour suivre les principaux flux financiers dans les systèmes agroalimentaires ?
- iii) Quels sont les objectifs les plus réalistes et les plus mesurables à fixer ?
- iv) Comment mesurer l'efficacité et l'efficience des investissements dans l'agriculture ?
- v) Quelle est la meilleure façon de suivre les investissements du secteur privé à l'ère post-Malabo ?

2.3.Sécurité alimentaire, nutrition, santé et sécurité sanitaire des aliments/SPS

En Afrique, le défi d'assurer l'accès à un régime alimentaire durable et nutritif pour tous occupe le devant de la scène, soulignant l'importance cruciale de la sécurité alimentaire. L'abordabilité d'un régime alimentaire équilibré constitue une préoccupation majeure, des millions de personnes ayant des difficultés à obtenir les nutriments nécessaires à une santé optimale. Les carences généralisées en micronutriments, notamment au sein des communautés vulnérables, contribuent à des complications de santé et entravent les progrès du développement. Le double fardeau de la malnutrition, à savoir la coexistence de la sous-nutrition, de l'obésité et des maladies non-transmissibles liées à l'alimentation, complique encore les choses, affectant aussi bien les individus et que les systèmes de santé.

Alors que les efforts s'intensifient pour atteindre un régime alimentaire durable et sain pour tous les Africains, il est devenu clair que s'attaquer à ces problèmes interconnexes nécessite des solutions globales. Cela implique d'améliorer les pratiques agricoles, de renforcer la gouvernance des systèmes agroalimentaires et d'adopter une approche holistique pour assurer un accès équitable à une alimentation nutritive tout en préservant le bien-être environnemental et social. Il est essentiel d'embrasser cette responsabilité collective si nous voulons forger un avenir dans lequel chaque individu en Afrique aura la possibilité de s'épanouir et bénéficiera d'un régime alimentaire durable et sain.

Quelques questions de politique et orientations stratégiques à prendre en compte et à discuter lors du dialogue entre les parties prenantes :

- i) Comment l'Afrique peut-elle se surpasser pour stimuler la productivité des petits exploitants agricoles ?
- ii) Que faut-il faire pour accélérer la réduction et l'élimination de la faim grâce à la croissance agricole et économique ?
- iii) Que faut-il faire pour que les systèmes agroalimentaires garantissent l'accès à une alimentation saine et de meilleurs résultats nutritionnels ?
- iv) Comment les questions de sécurité alimentaire doivent-elles être abordées dans le contexte de chaînes de valeur en rapide transformation et du secteur de la transformation en pleine expansion ?
- v) Comment le principe de santé unique / One Health peut-il être intégré dans les futurs programmes des systèmes agroalimentaires ?

2.4. Technologies émergentes, biotechnologie, Intelligence artificielle et croissance de la productivité

Les technologies émergentes, notamment la biotechnologie et l'intelligence artificielle (IA), sont sur le point de révolutionner la transformation agricole à travers l'Afrique, englobant les cultures vivrières, les cultures de rente, le bétail, la volaille, les pêches et l'aquaculture. La biotechnologie offre des solutions innovantes pour l'amélioration des cultures, tandis que les applications de l'IA permettent aux agriculteurs de divers secteurs agricoles d'optimiser l'allocation des ressources, d'améliorer les rendements des cultures et d'atténuer les risques. Ces progrès recèlent un immense potentiel pour améliorer la productivité, la résilience et la durabilité des systèmes agricoles, ce qui est crucial pour répondre à la demande alimentaire croissante du continent face aux défis du changement climatique. La présence de l'IA en Afrique va au-delà du simple phénomène technologique, car elle est un puissant catalyseur de transformations, de nouvelles avancées et de développement sociétal. L'utilisation de l'IA pourrait aider le continent africain à surmonter ses obstacles et à construire un avenir caractérisé par le succès économique, la responsabilité environnementale et l'inclusion sociale (Ly 2023)⁴.

Outre les cultures vivrières, l'intégration des technologies émergentes présente des opportunités importantes pour la croissance de la production et de la productivité dans l'élevage, la volaille, la pêche et l'aquaculture. La biotechnologie peut être appliquée pour améliorer la génétique du bétail, développer des vaccins et améliorer l'efficacité de l'alimentation, renforçant ainsi la santé et la productivité animales. Les technologies de l'IA permettent d'appliquer des techniques de précision dans l'élevage, conduisant à une gestion plus efficace des ressources et à des rendements plus élevés. De plus, les progrès dans les technologies aquacoles, tels que les systèmes d'alimentation automatisés et le suivi de la qualité de l'eau, peuvent améliorer la production piscicole et réduire les impacts environnementaux.

Cependant, pour exploiter pleinement le potentiel des technologies émergentes dans la transformation agricole, des défis tels que l'accès limité à la technologie, les infrastructures inadéquates et les lacunes en matière de culture numérique doivent être relevés dans tous les secteurs, y compris l'élevage, la volaille, la pêche et l'aquaculture. De plus, il est essentiel d'établir des cadres éthiques et réglementaires pour le déploiement de la biotechnologie et de l'IA afin d'assurer la durabilité environnementale, la conservation de la biodiversité et la protection de la santé humaine. Des efforts de collaboration impliquant les gouvernements, les institutions de recherche, le secteur privé et la société civile sont essentiels pour promouvoir le transfert de technologie, le renforcement des capacités et des écosystèmes d'innovation inclusifs dans ces secteurs. Si elle surmonte ces défis et saisit les opportunités, l'Afrique peut stimuler la croissance de la productivité, renforcer la résilience et libérer tout le potentiel de son secteur agricole, contribuant ainsi au développement durable et à la prospérité du continent.

⁴ Ly, R. 2023. École AGRODEP pour l'IA et les données de télédétection par satellite. Note conceptuelle. Kigali : AKADEMIYA2063.

Quelques questions de politique et orientations stratégiques à prendre en compte et à discuter lors du dialogue entre les parties prenantes :

- i) Comment l'Afrique peut-elle stimuler la mécanisation et les technologies de gestion de l'eau dans tous les segments de la chaîne de valeur agroalimentaire ?
- ii) Comment la numérisation peut-elle être généralisée et mise à l'échelle dans l'ensemble des principales chaînes de valeur afin d'en améliorer l'efficacité ?
- iii) Quelles sont les principales capacités de formulation et de mise en œuvre des politiques, réglementaires, techniques et institutionnelles requises pour que l'Afrique développe et déploie en toute sécurité les biotechnologies afin d'augmenter durablement la productivité dans le contexte de la crise climatique et des nombreuses menaces qui en résultent ?
- iv) Quelles sont les principales capacités de formulation et de mise en œuvre des politiques, réglementaires, techniques et institutionnelles requises pour que l'Afrique développe et déploie en toute sécurité l'intelligence artificielle et la télédétection afin d'améliorer la disponibilité, la qualité et la promptitude des données dans les systèmes agroalimentaires africains ?

2.5. Reduire de moitié la pauvreté grâce à une croissance agricole inclusive

Il est primordial de mettre l'accent sur la croissance et la transformation agro-alimentaires pour stimuler le développement économique et la réduction de la pauvreté sur l'ensemble du continent. Réduire de moitié la pauvreté grâce à la croissance agricole en Afrique nécessite de se concentrer stratégiquement sur l'amélioration des performances solides et de la compétitivité du secteur de transformation national, en lui permettant de capter une part plus importante d'un marché intérieur en expansion.

En définissant ces ambitions, les parties prenantes devraient s'interroger sur les progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté et de croissance agricole, en tenant compte de l'accroissement de la compétitivité du secteur de transformation national, de l'expansion de la part de marché du secteur agro-alimentaire et des possibilités économiques accrues pour les populations rurales. Sur la base d'objectifs et de repères clairement définis issus des travaux d'analyse, l'UA et ses États membres devraient surveiller et évaluer efficacement leurs efforts pour stimuler la transformation agricole et l'allègement de la pauvreté. En fin de compte, en accordant la priorité aux performances solides du secteur de transformation national et en favorisant la croissance et la transformation du secteur agro-alimentaire, l'Afrique pourra tracer la voie vers un développement durable, une prospérité économique et l'éradication de la pauvreté au sein des populations.



Quelques questions de politique et orientations stratégiques à prendre en compte et à discuter lors du dialogue entre les parties prenantes :

- i) Quels sont les moteurs de la croissance et de la compétitivité à venir ?
- ii) Qu'est-ce qui serait nécessaire pour mieux intégrer les petits exploitants agricoles dans les marchés urbains et régionaux en pleine expansion ?
- iii) Sur le thème de la transformation agro-alimentaire :
 - a. Quelles sont les dynamiques actuelles de croissance et de performance du segment de la transformation ?
 - b. Comment l'agenda de transformation des futurs systèmes agroalimentaires peut-il valoriser le rôle des entreprises agroalimentaires et de la transformation agroindustrielle dans cet agenda ?
 - c. Quelles mesures sont nécessaires pour bâtir une industrie agroalimentaire réussie ?
 - d. Quelles sont les principales questions institutionnelles, technologiques, financières et de gestion à surmonter ?
- iv) Quelle importance revêt un secteur de transformation compétitif pour la trajectoire de croissance future des systèmes agroalimentaires africains et la transformation de l'agriculture paysanne, et quel rôle le secteur jouera-t-il ?
- v) Comment pouvons-nous aborder plus efficacement la création et la répartition de la richesse pour une prospérité partagée ?

2.6. Stimuler le commerce agroalimentaire intra-africain

La compétitivité de l'Afrique dans la production et le commerce agroalimentaires joue un rôle crucial dans le développement économique du continent et son intégration aux marchés mondiaux. Étant donné que les denrées alimentaires constituent une matière première essentielle du commerce, il est primordial d'explorer des stratégies qui les convertissent en un véritable vecteur de la transformation en Afrique. Cela implique non seulement d'améliorer la productivité et la qualité de la production alimentaire, mais aussi de se concentrer sur l'amélioration de la compétitivité du commerce régional et de s'attaquer aux obstacles non tarifaires et à d'autres contraintes au commerce transfrontalier et entre les blocs régionaux. La mise en œuvre efficace de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECA) est capitale à cet égard, car elle présente une opportunité majeure de stimuler le commerce intra-africain et d'exploiter tout le potentiel du secteur agricole du continent.

L'accent spécifique mis sur ce domaine thématique impliquera un examen approfondi des domaines d'engagement actuels dans le contexte de la production et du commerce alimentaires. Les parties prenantes devront identifier les aspects qui restent pertinents, les domaines où des améliorations sont nécessaires pour combler les lacunes existantes, ainsi que les éléments qui sont devenus obsolètes avec le temps. En effet, il convient de comprendre les défis et les opportunités inhérents à l'amélioration de la compétitivité de l'Afrique dans la production et le commerce agroalimentaires pour formuler des objectifs ambitieux mais réalisables pour l'UA et ses États membres (EM) au cours de la prochaine décennie de l'agenda du PDDAA dans ce domaine.

Quelques questions de politique et orientations stratégiques à prendre en compte et à discuter lors du dialogue entre les parties prenantes :

- i) Quels sont les principaux obstacles tarifaires et non-tarifaires qui entravent le commerce transfrontalier et intra-africain ?
- ii) Quelles sont les principales mesures politiques, réglementaires et institutionnelles qui permettraient de réduire les obstacles susmentionnés ?
- iii) Quels sont les principaux investissements qui doivent être réalisés au niveau des pays et des régions pour stimuler l'intégration des marchés régionaux ?
- iv) Quels sont les principaux investissements qui doivent être réalisés au niveau des pays et des régions pour améliorer la compétitivité des secteurs agroalimentaires nationaux sur les marchés régionaux ?
- v) La ZLECA répond-elle aux problèmes qui affectent le commerce des produits agricoles ?

2.7. Renforcer la résilience des moyens de subsistance et des systèmes de production face aux chocs (sanitaires, économiques, climatiques, etc.)

Pour assurer la résilience et la durabilité du secteur agricole africain dans une ère de défis dynamiques, le PDDAA doit adapter son action aux problèmes urgents et pressants. Les impacts du changement climatique, l'évolution des dynamiques commerciales, les conflits mondiaux et régionaux, et la nécessité de restaurer la confiance dans les institutions exigent une attention immédiate. Il est crucial d'établir une cartographie complète de ces chocs, ainsi qu'une analyse des réponses existantes à tous les niveaux - ménages, communautés et pays. Une telle cartographie impliquerait d'examiner la pertinence des domaines d'engagement actuels du PDDAA, d'identifier les lacunes nécessitant des améliorations et de reconnaître les éléments obsolètes à abandonner.

En identifiant à la fois les défis et les opportunités dans ce cadre, le PDDAA peut proposer des objectifs tout aussi ambitieux que réalisables pour la prochaine décennie, guidant ainsi l'UA et ses États membres. Cet agenda révisé devrait donner la priorité au développement de réponses solides aux chocs et aux crises à tous les niveaux, de l'échelle des ménages individuels à celle du pays entier. Grâce à des indicateurs clés, le PDDAA peut suivre et mesurer les progrès, en s'assurant que les interventions renforcent efficacement la résilience et la capacité d'adaptation au sein des systèmes agricoles et alimentaires.

De plus, les ambitions du PDDAA ne devraient pas se concentrer uniquement sur l'atténuation des chocs. Le programme devrait également tirer parti des opportunités d'un changement transformateur. La fixation d'objectifs clairs et de références précises peut guider les parties prenantes dans la mise en œuvre de politiques et de stratégies qui renforcent la capacité de l'Afrique à résister et à se relever des chocs, favorisant ainsi le développement durable et la prospérité sur l'ensemble du continent.

Quelques questions de politique et orientations stratégiques à prendre en compte et à discuter lors du dialogue entre les parties prenantes :

- i) Comment pouvons-nous mesurer et suivre la vulnérabilité des communautés face aux chocs en vue d'une meilleure préparation et d'une réponse plus efficace pour protéger les moyens de subsistance ?
- ii) Que faut-il de plus pour mieux préparer les pays et les communautés locales à une variété de chocs qui pourraient menacer les moyens de subsistance des ménages?
- iii) Comment les pays africains peuvent-ils renforcer les capacités institutionnelles, physiques et financières pour répondre aux chocs et protéger les communautés vulnérables ?

2.8. Atténuation des changements climatiques et adaptation des systèmes agroalimentaires

Pour relever le défi critique du changement climatique pour l'agriculture africaine, le PDDAA doit devenir un acteur clé dans la mobilisation du financement climatique et le soutien aux engagements des pays par rapport au climat. Bien que les nations africaines démontrent une forte volonté politique, les limitations techniques et financières entravent leur capacité à remplir les obligations de l'Accord de Paris.

Le PDDAA doit donc donner la priorité à la fourniture d'orientations politiques et institutionnelles aux États membres et mobiliser l'expertise technique pour renforcer les capacités nationales, régionales et continentales pour la mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) et l'élaboration des Plans Nationaux d'Adaptation (PNA). Cela inclut l'expertise en matière d'innovation politique, de stratégie, de développement de systèmes de connaissances, de renforcement des capacités, de soutien opérationnel, de gestion des données, d'outils numériques et de technologie. De plus, le renforcement des partenariats et des activités de sensibilisation est essentiel. L'exploitation de l'expertise et des capacités opérationnelles existantes en Afrique sera essentielle pour aider les États membres à atteindre leurs objectifs en termes de CDN et de PNA, en insufflant une action impactante sur la question du climat sur l'ensemble du continent. Dans le cadre de cet effort, la capacité unique d'innovation scientifique et technologique existante devra être mise à profit pour aider les États membres à atteindre leurs objectifs en matière de CDN et de PNA.

Il est essentiel d'examiner en détails le domaine d'engagement actuel du PDDAA sur les émissions de gaz à effet de serre. Il convient d'identifier les efforts en cours, de mettre en évidence les domaines d'amélioration et d'identifier les lacunes existantes. La compréhension de ces dynamiques est essentielle pour formuler des objectifs ambitieux mais réalisables pour l'UA et ses États membres (EM) au cours de la prochaine décennie du PDDAA. Ces objectifs devraient donner la priorité à la fourniture de directives claires et de mécanismes de soutien pour concevoir et mettre en œuvre les CDN et les PNA aux niveaux national et régional, en assurant l'alignement avec les objectifs mondiaux de lutte contre le changement climatique.

Pour suivre efficacement les progrès, des indicateurs clés devraient être identifiés et proposés. Ces indicateurs devraient mesurer le succès du développement et de la mise en œuvre des CDN et des PNA, ainsi que l'impact sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le renforcement de la résilience face au climat en Afrique. En fixant des objectifs et des repères clairs, le PDDAA peut guider les parties prenantes dans la mise en œuvre des politiques et des stratégies qui contribuent à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation face à ses effets, favorisant ainsi le développement durable et la résilience dans l'agriculture et les systèmes alimentaires africains.

Quelques questions de politique et orientations stratégiques à prendre en compte et à discuter lors du dialogue entre les parties prenantes :

- i) Que faudrait-il pour améliorer la clarification et la quantification des ambitions en termes d'atténuation et d'adaptation ?
- ii) Comment pouvons-nous concilier la nécessité d'actions d'atténuation avec l'impératif de stimuler la croissance et l'amélioration des moyens de subsistance dans un contexte de faibles émissions de carbone ?
- iii) Quels devraient être les éléments clés d'un programme d'adaptation réussi au niveau national ?
- iv) Quelles sont les opportunités technologiques et institutionnelles qui pourraient renforcer les efforts d'adaptation ?
- v) Quels sont les systèmes de suivi-évaluation et de responsabilisation mutuelle les plus efficaces ?
- vi) Quel type d'infrastructure de gestion interactive des données peut être développé pour suivre les progrès par rapport aux objectifs et aux engagements ?
- vii) Quelle pourrait être l'approche la plus efficace pour coordonner l'engagement, la mobilisation et le soutien des parties prenantes ?

2.9. Inclusion et égalité dans les systèmes agroalimentaires

Désormais, le PDDAA doit accorder la priorité à la transformation inclusive des systèmes agroalimentaires, en responsabilisant les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées, et en renforçant les institutions pour une transformation équitable et inclusive des systèmes agroalimentaires. Cela nécessite d'intégrer les innovations institutionnelles nécessaires dans la conception et la mise en œuvre de l'Agenda post-Malabo afin d'assurer le succès à long terme.

L'inclusivité et l'égalité sont primordiales dans tous les segments des systèmes agroalimentaires. L'utilisation d'indicateurs clairs est nécessaire pour prioriser l'intégration de la dimension de genre, l'agenda transformateur sur le plan du genre, et relever les défis liés à l'employabilité et à l'emploi des jeunes. De plus, responsabiliser les petits exploitants agricoles - acteurs essentiels du système agroalimentaire - peut entraîner des changements positifs significatifs pour l'ensemble de la population, conformément à l'engagement du PDDAA à soutenir les groupes vulnérables.

Pour parvenir à un développement inclusif, il est essentiel de définir clairement les rôles et les responsabilités des acteurs non étatiques et de mettre en place les mécanismes d'un engagement durable. La participation directe des agriculteurs et d'autres acteurs non étatiques aux processus d'élaboration des politiques est essentielle pour garantir la satisfaction de leurs besoins et l'impact positif de leurs initiatives. Le renforcement de l'implication des acteurs non étatiques et des agriculteurs améliorera l'efficacité et la durabilité des efforts de développement agricole, en favorisant les progrès vers la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la croissance économique.

À l'avenir, une nouvelle stratégie sera nécessaire pour maintenir l'engagement des agriculteurs et des acteurs non étatiques dans le PDDAA, en s'appuyant sur les expériences passées. Cette stratégie devrait se concentrer sur la conception et la mise en œuvre de Plans Nationaux d'Investissement Agricole (PNIA) et de Plans Régionaux d'Investissement Agricole (PRIA) inclusifs et équitables, avec un accent particulier sur les approches axées sur les jeunes et sensibles au genre.

En priorisant l'inclusivité, l'égalité et le suivi des progrès à l'aide d'indicateurs clés, le PDDAA peut ouvrir la voie à un changement transformateur dans l'agriculture africaine, assurant un développement véritablement durable et inclusif.

Quelques questions de politique et orientations stratégiques à prendre en compte et à discuter lors du dialogue entre les parties prenantes :

- i) Quels sont les principaux obstacles liés aux politiques, d'ordre institutionnel, technique, financier et autres, à l'autonomisation des petits exploitants agricoles, des jeunes et des femmes en tant qu'acteurs dans tous les segments agroalimentaires ?
- ii) Quelles opportunités existent en ce moment pour surmonter ces obstacles et stimuler la participation des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés aux chaînes de valeur des systèmes agroalimentaires ?
- iii) Que faut-il faire de plus pour assurer une répartition équitable de la richesse entre tous les acteurs le long des chaînes de valeur des systèmes agroalimentaires ?

2.10. Capacités de mise en œuvre et de coordination (mécanismes d'exécution)

Malgré son succès reconnu en tant que processus de développement piloté localement, le PDDAA reste confronté à de nombreux défis. Une coordination efficace entre les domaines technique et financier reste essentielle à son plein succès. Bien que les États membres africains aient consenti d'importants investissements au cours des deux dernières décennies, assurer des progrès à long terme nécessite de se concentrer de manière concertée sur la mise en œuvre et le renforcement des capacités institutionnelles. Il convient de comprendre les raisons des différences de performance entre les pays pour élaborer des stratégies adaptées à ceux qui sont confrontés à des difficultés.

Plusieurs domaines clés du cadre du PDDAA nécessitent des améliorations pour en accroître l'impact global. Il est de ce fait impératif de rationaliser les processus, en allouant moins de temps à la formulation et davantage à la mise en œuvre. Le soutien des partenaires à l'UA, notamment par le biais de mécanismes tels qu'un personnel durable, peut améliorer la prévisibilité et la cohérence des opérations du PDDAA. Le renforcement de l'engagement avec les points focaux du PDDAA au niveau des pays et l'amélioration de la coordination entre les agences des partenaires de développement sont des étapes essentielles pour optimiser l'efficacité de l'initiative.

Pour maximiser son impact, le PDDAA doit donner la priorité à la résolution directe des défis agricoles actuels et s'assurer que les interventions résonnent au niveau communautaire. Cela implique de clarifier les mandats institutionnels et de veiller à l'impact des interventions sur le terrain. Une meilleure coordination entre les institutions, y compris l'harmonisation des politiques à tous les niveaux de gouvernance, est essentielle pour créer un environnement politique prévisible. Une telle approche collaborative favoriserait la synergie et aiderait à minimiser les doublons, tout en améliorant l'efficacité des interventions. L'élaboration d'une stratégie d'engagement et de coordination des partenariats peut également renforcer la collaboration entre les parties prenantes et rationaliser les efforts visant à atteindre les objectifs du PDDAA. Relever ces défis et mettre en œuvre ces recommandations permettraient de renforcer davantage le PDDAA tout en préservant son rôle essentiel dans la transformation de l'agriculture africaine.

Quelques questions de politique et orientations stratégiques à prendre en compte et à discuter lors du dialogue entre les parties prenantes :

- i) Quels sont les facteurs qui entravent le plus la mise en œuvre efficace des PNIA et PRIA du PDDAA et comment pourraient-ils être neutralisés ?
- ii) Quelles sont les bonnes pratiques qui pourraient être diffusées pour une adoption à plus grande échelle ? Dans quelles conditions ?
- iii) Quels sont les systèmes nationaux les plus efficaces qui ont réussi à stimuler la mise en œuvre ?
- iv) Quelle est notre compréhension des retombées positives du processus du PDDAA (en particulier du processus de revue biennale) ?
- v) En ce qui concerne la cartographie des partenariats, quels mécanismes peuvent être mis en place pour comprendre ce que fait chaque institution afin de faciliter la collaboration et la coopération ?
- vi) Réexamen des structures de coordination du PDDAA au niveau des pays en vue de les renforcer et les revitaliser. Qu'est-ce qui fonctionne ?
- vii) Comment pouvons-nous encourager une plus grande participation du secteur privé dans le processus post-Malabo du PDDAA et faire de ces acteurs les principaux moteurs de la mise en œuvre ?

2.11. Communication et plaidoyer

L'agenda de mise en œuvre du PDDAA nécessite une stratégie de communication globale pour renforcer l'engagement des parties prenantes, susciter le soutien du public et stimuler la mobilisation des ressources. Cette stratégie vise à mettre en évidence l'offre que fait ce cadre stratégique, notamment son caractère inclusif, les plateformes établies, la responsabilisation mutuelle grâce à la revue par les pairs et les réalisations du cadre politique de la Déclaration de Malabo. Il est essentiel de formuler un message clair soulignant les avantages tangibles du PDDAA et les résultats attendus de l'Agenda post-Malabo pour stimuler la transformation agricole et favoriser un développement durable en Afrique.

Il est tout aussi important de revitaliser le leadership à tous les niveaux. Le soutien aux initiatives telles que le petit-déjeuner des chefs d'État et de gouvernement de haut niveau peut raviver l'engagement et l'action pour la réalisation des objectifs du PDDAA. Ces plateformes favorisent la volonté politique, facilitent les discussions stratégiques et servent de forum pour faciliter la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des initiatives du PDDAA.

En s'attaquant aux défis internes et en communiquant efficacement sur ses contributions à l'agenda de transformation de l'agriculture en Afrique, le PDDAA peut devenir plus attractif pour les partenaires au développement. Démontrer l'impact concret des interventions du PDDAA grâce à une communication proactive et à des efforts de sensibilisation ciblés permettra d'obtenir le soutien nécessaire pour assurer la poursuite du succès du PDDAA dans le développement agricole et la sécurité alimentaire en Afrique.

Quelques questions de politique et orientations stratégiques à prendre en compte et à discuter lors du dialogue entre les parties prenantes :

- i) Quels sont les canaux de communication les plus efficaces et comment peuvent-ils être rationalisés pour un impact stratégique ?
- ii) Quels sont les mécanismes de documentation des expériences positives aux niveaux national, régional et continental ?
- iii) Identification des publics cibles pour faciliter le partage d'information périodique.
- iv) Sélection de contenu auprès des parties prenantes pour alimenter une narration stratégique à travers les canaux identifiés.
- v) Remanier et mobiliser les communautés médiatiques pour faciliter les liens entre la mise en œuvre et le rapportage.

2.12. Gestion des données et responsabilisation mutuelle dans le cadre de la Revue Biennale du PDDAA

Les outils de responsabilisation comme la Revue Biennale (RB) permettent non seulement d'assurer la transparence et le contrôle, mais servent également d'outils comptables efficaces dans le cadre du PDDAA. Des efforts ont été investis pour renforcer les systèmes de données par le biais de partenariats, en mettant l'accent sur l'amélioration des capacités de suivi et d'évaluation. Cependant, il est reconnu que tout le potentiel des données de la RB reste inexploité pour diverses utilisations et activités de plaidoyer. Malgré les engagements des partenaires à apporter un soutien futur, les engagements financiers concrets ne se sont pas encore matérialisés.

La simplification du processus du PDDAA, en particulier en termes d'utilisation des données et des procédures associées, pourrait apporter des avantages significatifs. Cette rationalisation améliorerait l'efficacité et l'efficience de l'utilisation des données de la RB pour la prise de décision et l'élaboration des politiques. La diversification et l'élargissement de l'engagement des parties prenantes au niveau des pays, en particulier en ce qui concerne les données de la RB, sont essentiels. Identifier et impliquer divers acteurs au sein des pays qui peuvent utiliser les données de la RB peut amplifier son impact. Il est impératif de mettre en œuvre une politique de données au sein de l'UA pour suivre les progrès et évaluer l'efficacité des initiatives du PDDAA. Cependant, il est crucial de traiter les questions de confidentialité des données afin de protéger les informations sensibles. La Commission de l'UA prévoit d'aborder ces questions de confidentialité lors d'une prochaine réunion avec les États membres en novembre. L'intégration de la RB dans les systèmes nationaux améliorera davantage l'exactitude, l'exhaustivité et l'accessibilité des données, facilitant ainsi une meilleure prise de décision dans le cadre du PDDAA.

Ce travail nécessitera un examen approfondi des domaines d'engagement actuels pour identifier la pertinence, les lacunes et les domaines d'amélioration. Proposer des objectifs ambitieux pour l'UA et ses États membres au cours de la prochaine décennie de l'agenda du PDDAA nécessitera une réflexion approfondie sur les défis et les opportunités. De plus, identifier les indicateurs clés pour suivre et mesurer ces ambitions est essentiel pour assurer les progrès vers les objectifs globaux du PDDAA.

Quelques questions de politique et orientations stratégiques à prendre en compte et à discuter lors du dialogue entre les parties prenantes :

- i) Quelle marge de manœuvre existe-t-il pour mieux intégrer les processus de Revue Sectorielle Conjointe (RSC) et de RB au niveau des pays ?
- ii) Comment les activités des organisations partenaires du développement au niveau des pays pourraient-elles être intégrées dans les processus de la RSC ?
- iii) Qu' avons-nous appris du processus de la RB ?
- iv) Comment pouvons-nous rendre la RB plus utile et l'utiliser comme outil de planification et non comme un simple exercice rétrospectif ?
- v) En ce qui concerne les RSC, comment pouvons-nous les rendre plus efficaces et les institutionnaliser au sein des processus nationaux et régionaux ?

3. Conclusion

Ce document d'orientation a tenté, d'une part, de capturer sous une forme très résumée les 12 principales questions qui pourraient être discutées lorsque les parties prenantes du PDDAA se réuniront aux niveaux régional et continental pour réfléchir aux deux dernières décennies de mise en œuvre du PDDAA et, d'autre part, d'envisager ce qui devrait constituer la base d'une nouvelle stratégie de transformation des systèmes agroalimentaires en Afrique à partir de 2025.

L'étude réalisée montre clairement que bien que l'Afrique soit confrontée à une variété de risques graves et cumulés, elle dispose également d'une vaste réserve de solutions inexploitées pour faire face à ces défis. Grâce aux progrès scientifiques, ces défis et ces solutions sont mieux analysés et compris aujourd'hui qu'ils ne l'étaient une décennie plus tôt. À ce titre, les orientations thématiques données dans ce document visent à fournir un contexte, à structurer les discussions thématiques et, surtout, à enrichir des sessions de dialogue très attendues et captivantes entre les parties prenantes du PDDAA.

4. LISTE DES RÉFÉRENCES

AUC. 2023a. “AUC-AUDA-RECs-TP-DP Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) Coordination Meeting” July 5-6, 2023, Casablanca, Morocco).

AUC. 2023b. *Operational Plan for Transformation of African Food Systems (OPTAFS)*. Addis-Ababa: African Union.

AUC. 2023c. *AU Digital Agriculture Strategy (DAS) and Implementation Plan 2024 – 2030*. Addis-Ababa: African Union.

AUC. 2022a. *CAADP Biennial Review Critical Analysis: Third Report*. Addis Ababa: African Union.

AUC. 2022b. *CAADP Biennial Review Report*. Addis Ababa: African Union.

AUC. 2021a. *African Union Green Recovery Action Plan (GRAP) 2021-2027*. Addis-Ababa: African Union.

AUC. 2021b. *Africa Common Position on Food Systems*. Addis Ababa: African Union.

AUC. 2020a. *CAADP Biennial Review Critical Analysis: Second Report*. Addis Ababa: African Union.

AUC. 2020b. *CAADP Biennial Review Report*. Addis Ababa: African Union.

AUC. 2018a. *CAADP Biennial Review Critical Analysis: First Report*. Addis Ababa: African Union.

AUC. 2018b. *CAADP Biennial Review Report*. Addis Ababa: African Union.

AUC. 2018c. *Post-Harvest Loss Management Strategy (PHLM)*. Addis Ababa: African Union.

AUC and AUDA-NEPAD. 2024. *Second Ten Year Implementation Plan of Agenda 2063 (2024-2033)*. Addis-Ababa: African Union.

AUC and AUDA-NEPAD. 2023. *Plan for the Development of the Post-Malabo Agenda for Action On CAADP: Propelling Africa’s Agricultural Growth and Agri-Food Systems Transformation to Boost Economic Transformation, Food Sovereignty and Resilience*. Addis Ababa.

AUC and AUDA-NEPAD. 2017. *Continental Agribusiness Strategy Framework Document: Driving Africa’s Inclusive Growth*. Addis-Ababa: African Union.

AU-IBAR. 2015. *Livestock Development Strategy for Africa (LiDESA): Transforming Africa’s Livestock Sector for Accelerated Equitable Growth (2015-2035)*. Nairobi: AU-IBAR.

AU-IBAR. 2019. *Africa Blue Economy Strategy*. Nairobi: AU-IBAR.

FAO and AUC. 2018. *Sustainable Agricultural Mechanization: A Framework for Africa*. Addis Ababa: FAO and African Union.

Ly, R. 2023. *AGRODEP School for AI and Satellite Remotely Sensed Data. A Concept Note*. Kigali: AKADEMIYA2063.



AKADEMIYA2063 bénéficie du soutien financier de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), de la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF), du ministère fédéral allemand pour la coopération économique et le développement (BMZ), de la Banque Africaine de Développement (BAD), du Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (FCDO) du Royaume-Uni, du Centre mondial pour l'adaptation (GCA) et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles des donateurs.

➔ Siège d'AKADEMIYA2063- Kicukiro/Niboye KK 341 St 22 | 1855 Kigali-Rwanda
☎ +250 788 318 315 ✉ kigali-contact@akademiya2063.org
🌐 www.akademiya2063.org ✕ [f](#) [in](#) @AKADEMIYA2063